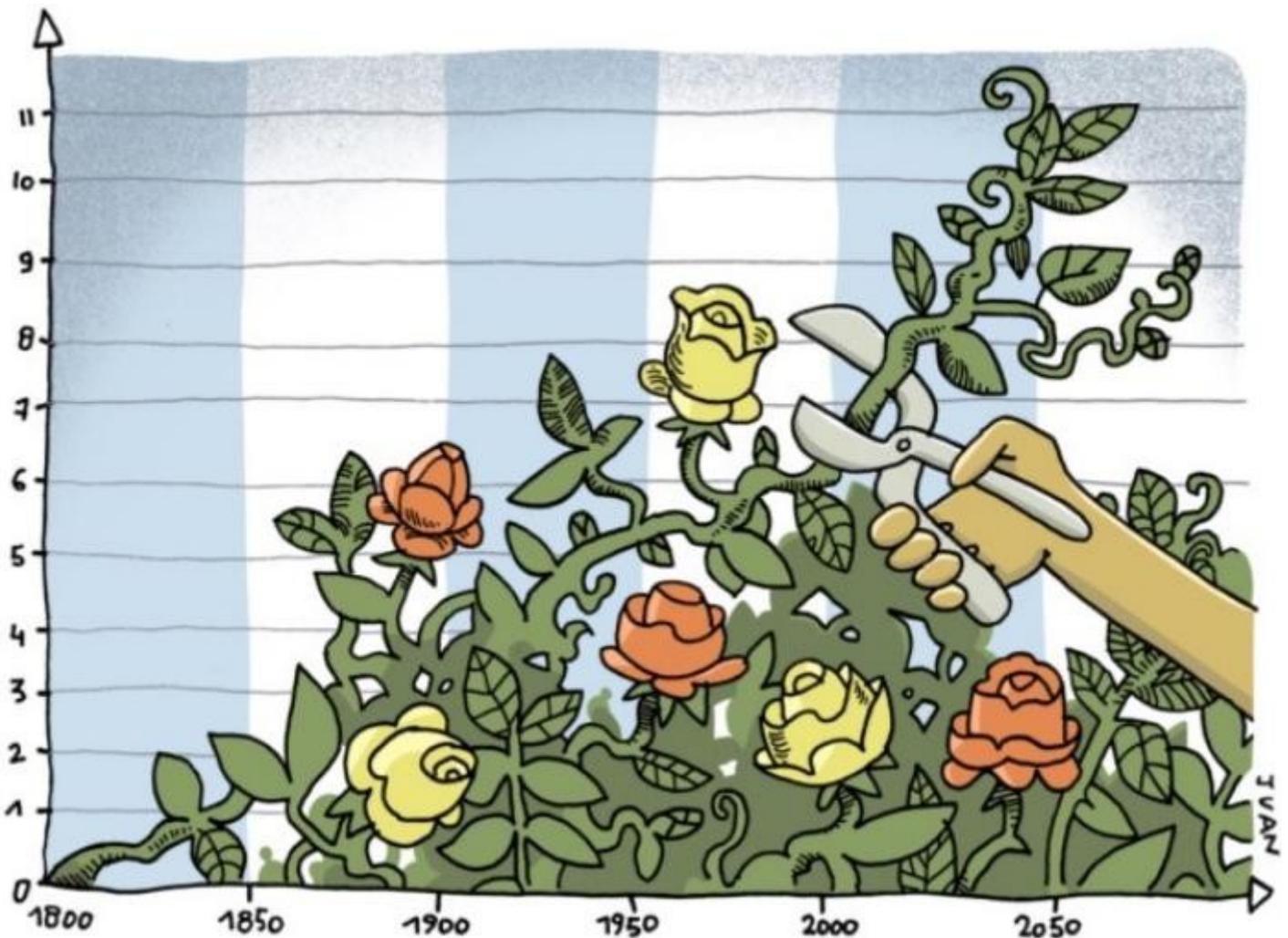


Trop d'Humains sur Terre?

Quatrième partie: réduire la population en se fondant sur les droits humains, c'est possible



Croissance démographique © Juan Mendez/Reporterre

Le féminisme des années 1970 dénonçait le lapinisme phallocratique et prônait la grève des ventres. A l'époque, les écologistes s'inquiétaient de la bombe démographique qui menacent les ressources naturelles. La question démographique est à la charnière de ces deux mouvements. La *Bombe P*, c'est le titre du livre de Paul et Anne H. Ehrlich [1](#) qui a popularisé cette idée. Il préconisait des mesures incitatives et coercitives pour contrôler la population.

Et partout dans le monde, des États ont effectivement tenté de limiter le nombre de naissances. Pas par nécessité écologique, mais par volonté de développement économique, selon la théorie malthusienne. La Chine, qui a mis en place la politique de l'enfant unique pendant 35 ans, assure qu'environ 400 millions de naissances ont été ainsi évitées et que cela a nourri le développement économique du pays.

Las, ce sont souvent les femmes racisées ou pauvres qui sont visées. Au début des années 1970, l'État français a ainsi mis en œuvre une politique d'avortement et stérilisation des femmes réunionnaises, comme le raconte la politologue féministe Françoise Vergès. Les Ouïghours, une communauté musulmane du Xinjiang, sont aujourd'hui victimes d'une campagne de stérilisation massive des femmes orchestrée par la Chine. Au XX^e siècle, des lois permettant la stérilisation des «Inaptes», aux États-Unis ou en Allemagne par exemple, ont vu le jour. Au niveau transnational, une pression à la diminution des naissances a été exercée par les pays riches envers les pays pauvres.

Plus que des politiques liberticides de contrôle des naissances, ce sont des campagnes promouvant l'émancipation des femmes qui ont un réel effet sur la natalité. L'Ined considère qu'il existe énormément de besoins à combler avant de «*désinciter*» à l'enfantement: supprimer les grossesses non désirées, celles des filles-mères de moins de quinze ans (ce qui est souvent la même chose), multiplier la gratuité de l'accès à la contraception comme au Rwanda.

Veiller à ce que cela ne soit pas tributaire des situations internationales: avec le Covid, certaines régions ont été en rupture d'approvisionnement en pilules ou en préservatifs. L'ensemble de ces mesures a des effets sur le statut des femmes. Ensuite, il faut compter avec des freins structurels ou culturels comme en Afrique subsaharienne. *A contrario*, de nombreux pays en décroissance — Hongrie, Russie, Corée du Sud... — se lancent dans de coûteuses politiques natalistes qui n'enrayent pas le recul des naissances.

Le trop méconnu cas iranien illustre bien les atouts et les limites d'une politique volontariste. De 6,4 enfants en 1986, la fécondité est tombée à 2,3 enfants en 2003, soit une baisse de 70% en l'espace de dix-sept ans. C'est l'une des transitions démographiques les plus rapides de l'Histoire. *«C'est un cas particulièrement contre-intuitif, car il s'est déroulé dans un pays musulman où le rôle et la place des femmes étaient assez restreints»*, dit Marie Ladier Fouladi, directrice de recherche au CNRS et membre du Cetobac [2](#).

La chercheuse mentionne les dix-sept mois de Journées révolutionnaires islamiques, à partir de 1979, pour expliquer le ferment avec lequel s'est formé un rapport homme-femme différent dans le pays. Autorisées à prendre part à cette révolution, éduquées, ces femmes ont désormais choisi leur mari. *«Les espaces de rencontre se sont multipliés et les écarts d'âge ont diminué. Ces générations émancipées ont des projets de promotion sociale pour leurs futurs enfants. L'idée d'avoir sept enfants est devenue inconcevable»*, assure la chercheuse.

Durant la guerre Iran-Irak, aucune politique ne définissait strictement la ligne à suivre, mais les centres de planification distribuaient gratuitement des contraceptifs. L'Organisation mondiale de la santé (OMS) soutenait activement les maisons de santé dans les zones rurales, où l'on recrutait et formait de futures aides-soignantes. À l'issue de la guerre, une deuxième politique volontariste a été approuvée par le guide Khomeyni. Pilule, stérilet, préservatif, ligature des trompes, vasectomie ont été mis à disposition.

Le quatrième enfant — et les suivants — ont été privés d'aide, tandis que les mères salariées n'ont plus eu droit à un congé maternité pour lui ou leur donner naissance. Le taux d'accroissement de la population a chuté à 1,3% par an durant la décennie 2006-2016. L'Iran, qui comptait 80 millions d'habitants lors du recensement de 2016, semblait avoir réussi à maîtriser sa croissance démographique, ouvrant ainsi des perspectives nouvelles de développement économique et social.

C'était sans compter l'arrivée d'Ahmadinejad au pouvoir. Dès 2005, il a prétendu vouloir amener la population à 120 millions d'habitants. Il proposait de payer 750 euros à chaque nouveau bébé, mais a reculé devant le coût de la promesse. Il est revenu à la charge en 2010 en proposant un fonds national d'épargne pour les nouveau-nés, l'abaissement de l'âge légal du mariage, la réduction du budget de planning familial, la limitation de l'embauche des célibataires... Sauf que les femmes, elles, n'en ont eu cure. Quand la famille à deux enfants est entrée dans les mentalités, compliqué de l'en faire sortir.

En 2013, l'Ayatollah Khamenei a à son tour voulu inverser la tendance, déclarant: *«Si nous continuons comme ça, nous serons un pays de personnes âgées dans un futur pas si lointain»*. Pour des raisons économiques mais aussi belliqueuses, il voulait retrouver un *«Iran fort»*, c'est-à-dire un Iran à 150 millions d'habitants. Des prêts ont été attribués à des couples dont la somme des âges ne dépasse pas les trente ans. La stérilisation a été interdite par le Parlement et le financement de la médecine reproductive effacé du budget.

«Pas un seul centime de l'État ne doit être consacré aux contraceptifs» stipulait un décret de 2014. Des mesures plus insidieuses accompagnaient cette politique nataliste: priorité de l'emploi donnée aux hommes mariés avec enfants, puis aux femmes mariées avec enfants... Les journaux ont regorgé d'avortements clandestins, de gynécologues ou de médecins mis à l'amende quand ce n'est pas en prison. Mais ces mesures décidées par Ali Khamenei n'ont eu aucun impact sur le taux de fécondité iranien.

En fait, les politiques natalistes ne font que très légèrement repartir la fécondité à la hausse. La politique est une boussole qui peut donner la direction souhaitée, accélérer la transition, prendre en charge les individus dans leur équilibre de vie, mais elle ne peut pas tout, loin de là.

Ces politiques ont un coût. Il fut une période où l'OMS et la Banque mondiale finançaient abondamment les politiques transitionnelles. Moins aujourd'hui. Selon l'OMS, le coût annuel direct et indirect de la fourniture de moyens de contraception à 671 millions d'utilisateurs dans les régions en développement est de 6 milliards d'euros. Soit l'équivalent d'un euro par personne et par an.

Les États-Unis pourvoient à la moitié de ces besoins. Et l'élection de Donald Trump a donné un coup d'arrêt à de nombreux programmes de planification dans les pays en grand besoin. Le Royaume-Uni, un important pays donateur, a considérablement réduit son budget d'aide en 2020 et Population matters fait campagne pour le rétablir, en particulier en ce qui concerne les femmes et les filles.

Un rapport de 2020 a estimé que répondre aux besoins mondiaux non satisfaits en matière de contraception coûterait 11,5 milliards d'euros par an ou 1,85 euro par personne et par an, mais permettrait d'économiser 6,6 milliards d'euros de

soins de santé maternelle et néonatale, tout en évitant les décès, la morbidité et les avortements à risque. Un dollar investi dans la garantie de la santé et des droits reproductifs à l'échelle mondiale rapporterait 120 dollars.

Il s'agit bien de justice sociale et reproductive. En matière d'écologie, plus qu'une démographie régulée, c'est une question de mode de vie. Dans *Marianne* (<https://www.marianne.net/societe/ecologie-environnement-climat-faire-enfants>)_ Jean-Baptiste Fresso, historien des sciences, des techniques et de l'environnement, estime que ce serait une «*aberration*» d'incriminer les pays à forte natalité: «*Un habitant du Niger, qui a l'un des plus forts taux de natalité au monde, pollue bien moins qu'un Européen ou un Américain*». «*Il est impératif de délier écologie et démographie. Le réchauffement climatique n'est pas lié au nombre de personnes sur cette planète mais à la manière dont ils l'exploitent*».

1 *The Population Bomb* (Sierra Club/Ballantine Books) est un ouvrage écrit par Paul R. Ehrlich, alors professeur à l'université Stanford, en 1968.

2 Autrice de *La République islamique d'Iran vue de l'intérieur*, Préface de Hamit Bozarslan, Editions du Croquant, 2020, 175 p. Et d'un article (<https://journals.openedition.org/bagf/2418#tocto1n2>) édifiant sur la politique démographique iranienne des dernières années.

Bruno Bourgeon <http://www.aid97400.re>

D'après Reporterre du 2 Juillet 2022: <https://reporterre.net/Reduire-la-population-en-se-fondant-sur-les-droits-humains-c-est-possible>